

On en parle : Look du jour #AskGlamour Adresses à Paris
Tendances automne Idées recettes

SOCIÉTÉ L'ÉPOQUE EN LIVE

Faut-il avoir peur des masculinistes ?

📅 Vendredi 30 Janvier (mis à jour le Vendredi 6 Mai)



Faut-il avoir peur des masculinistes ? 2

Ils s'appellent masculinistes, hoministes, ou défenseurs des droits des hommes, et ils sont d'accord sur une chose : le patriarcat est mort. Enquête sur ceux qui considèrent que l'émancipation des femmes s'est faite à leurs dépens.

Quand Elliot Rodger, l'auteur de la tuerie de **Santa Barbara**, en mai 2014, et d'un "manifeste" **ultra-misogyne** dans lequel il disait être victimisé par les femmes a été qualifié de "masculiniste", ces derniers se sont sentis insultés. Quel rapport entre ce fou sanguinaire et ceux qui se battent pour défendre les hommes ? Une fois de plus, les masculinistes étaient victimes d'un amalgame destiné à les discréditer. Si Rodger et les masculinistes avaient quelque chose en commun, c'était au moins un ressentiment envers les femmes nourri par un inconsolable sentiment d'injustice. "La montée des droits égalitaires et la perte des privilèges des hommes génère chez les masculinistes une réaction conflictuelle à l'égard des femmes", explique André Rauch, historien. Un ressentiment qui grandit depuis la libération féminine. "Jusqu'aux mouvements des années 70, les hommes n'avaient pas besoin d'exprimer leur résistance au féminisme : la société était complètement organisée autour de la domination masculine", note Christine Castelain Meunier, chercheuse au CNRS. Cette mouvance a depuis pris une vigueur inédite sous l'influence de plusieurs facteurs. L'illusion de l'avènement d'une société "post-féministe", dans laquelle les groupes jadis opprimés – les femmes, mais parfois aussi d'autres minorités – auraient pris le contrôle de la société. Internet, qui en agrégeant virtuellement des

frustrations individuelles, sert de caisse de résonance et donne le sentiment d'un mouvement en marche. Les forums de la tentaculaire "manosphère" regorgeant de diatribes misogynes parfois ultra-violentes.

Des voix (mâles) discordantes

Désormais, on trouve des groupes de défense des **droits des hommes** en Australie, en Israël, en Angleterre, et même... en Inde, où la condition des femmes est l'une des pires au monde et où le SIF, mouvement masculiniste pour la famille, revendique 100 000 membres. Aux Etats-Unis, la mouvance a récemment été rejointe par un nombre grandissant de femmes. D'une sympathisante LGBT comme Karen Straughan qui assassine les féministes dans des vidéos **YouTube** (75 000 abonnés), à la mère de famille Janet Bloomfield, auteure de brûlots pro-mâle capable de traiter de "pute" une adolescente victime de viol collectif. Tous les masculinistes ne parlent pas d'une même voix. André Rauch identifie deux grands courants : les "nostalgiques", c'est **la tendance Zemmour**, qui évoque dans son dernier livre le "venin de l'égalitarisme" qui s'est répandu selon lui depuis que "la femme a remplacé l'ouvrier dans le rôle de victime et d'exploité". Et d'autre part, les "conquérants, ceux qui considèrent que cette égalité entre hommes et femmes les défavorise. C'est la révolte des papas, qui demandent plus de droits." Mais à des degrés d'indignation et de rage très variables, tous considèrent que l'émancipation des femmes est allée un peu loin. Et que les hommes sont le nouveau sexe faible.

La fin du patriarcat

En 2012, la journaliste américaine **Hanna Rosin** justifiait ces inquiétudes dans un essai controversé intitulé *La Fin des hommes*, diagnostiquant un patriarcat mort et enterré.

Alors qu'au cours du siècle dernier, écrit-elle, les femmes ont réussi à conquérir des domaines qu'on disait "contre leur nature" – investissant massivement des professions traditionnellement masculines, les hommes eux, se sont montrés "remarquablement inaptes à s'adapter". Pour preuve, une avalanche de statistiques (sujettes à controverse) : la majorité des emplois américains sont désormais détenus par des femmes. En 1970, elles fournissaient entre 2 et 4 % des revenus du foyer, aujourd'hui le chiffre a atteint 42 %, et quatre mères sur dix gagnent plus que leur conjoint. Le nombre de diplômées universitaires a dépassé celui des garçons. Même le proverbial écart des salaires est en train de disparaître : les filles dans leur vingtaine gagneraient plus que leurs collègues mâles (même si c'est par la suite qu'il se creuse). Dans le **New York Times**, un professeur masculiniste déclarait que l'écart de réussite scolaire (entre filles et garçons) avait "une composante darwinienne" : arrivées à l'université, les filles ont déjà intégré la forte probabilité d'un divorce et la possibilité qu'elles auront à élever un enfant seule. "Elles étudient pour deux", concluait-il. Bref, l'absence des pères combinée à l'indépendance financière des femmes fait que le schéma familial se serait "matriarchisé". Et peu importe que ce nouveau matriarcat ne fasse pas nécessairement le bonheur des dames. Dans ce contexte de bouleversement des rapports de pouvoir, l'attention particulière qui leur est portée est perçue comme discriminante pour des hommes qui ne s'envisagent pas du tout comme ces "privilegiés" que l'on décrit encore. Jugez plutôt. En 2007, quarante ans après que les femmes ont obtenu aux Etats-Unis le droit de boire aux côtés des hommes, Den Hollander, militant masculiniste américain autoproclamé "Don Quichotte du

genre“, a attaqué en justice six bars new-yorkais qui pratiquaient des “ladies nights“ (avec entrée gratuite pour les filles). Il fut débouté, mais l’action résume l’idée qui sous-tend la réaction masculiniste : pourquoi les femmes auraient-elles “le beurre et l’argent du beurre“, les droits et la galanterie, la déconstruction du genre et la garde des enfants, l’égalité et l’entrée gratuite en boîte ? “Ce qu’ils valorisent avant tout, c’est d’être les victimes, les martyrs d’une évolution“, note André Rauch. Et la liste des injustices est longue. Leur plus grande exposition à la violence (de la cour de récré aux champs de bataille en passant par le suicide), leur espérance de vie moindre, leurs droits de pères bafoués pas une justice qui favorise systématiquement les mères. Le désintérêt de la société pour les violences conjugales faites aux hommes. Et d’ailleurs, pourquoi combattre l’excision et autoriser la circoncision ? Tout le monde participe à #bringbackourgirls mais qui parle des hommes enlevés par **Boko Haram** ?

hhh

Une société “misandre“

Il y a une explication simple, pour Didier, militant convaincu : “Nous vivons dans une période de dictature misandre, qui fait tout pour freiner l’hominisme“. Les hoministes rejettent en effet l’appellation “masculiniste“,

qui serait “une invention de nos ennemis pour faire croire que l’on veut rétablir la domination masculine“, selon un autre militant.

L’hominisme serait plutôt un pendant du féminisme venu “compléter le travail“. Didier soutient tout un tas de micro-groupes. Sur sa page Facebook, on trouve des liens vers “égalité femmes armée“ (2 likes), la page de soutien à DSK (157 likes), les “anti-feminazi“ (13 910 likes) ou “Women against feminism“ (24 953). Il est membre du GES – Groupe d’études sur les sexismes – organisation d’un certain Patrick Guillot, qui revendique une centaine de membres, “dont un tiers de femmes“, dixit le fondateur. Avec les féministes, ils sont d’accord sur un certain nombre de luttes : les carcans du genre, les diktats de la beauté, débaptiser les écoles “maternelles“. Patrick Guillot le concède même : “Avant, la société était difficile pour les femmes.“ Mais il ajoute : “La situation des hommes n’était toutefois pas florissante; il y avait un modèle masculin très restrictif, ils étaient censés retenir leurs émotions, ils devaient être des guerriers, ne pas trop s’investir auprès de leurs enfants.“ Une façon de dire que les hommes n’ont jamais vraiment été dans une posture enviable.

Les droits des pères

Le grand combat des **hoministes**, c’est les **droits des pères**. En France, c’est la partie la plus connue du mouvement depuis que Serge Charnay est monté sur sa grue pour dénoncer une justice acquise aux mères. De fait, dans 85 à 90 % des cas de divorce, le juge leur confie l’enfant. Sauf que moins du quart des pères demandent la garde. Et en réalité, dans 82 % des affaires, il n’y a pas de conflit sur la résidence des enfants. Avec le combat de

S.O.S. Papa, cependant, “une image inédite a vu le jour, analyse André Rauch : le père malheureux, privé de son enfant. Les femmes avaient le monopole du cœur et les hommes faisaient la loi. Là, ce sont les pères qui réclament justice au nom de leur souffrance. Les arguments de la domination masculine sont renversés.” Les sites féministes présentent des manuels de défense contre les arguments de ces “papas” qui visent moins les changements de mentalité que, selon André Rauch qui les a fréquentés, “le règlement de comptes avec leurs épouses au nom du droit des enfants.” Et derrière leur rejet des “carcans du genre”, il y a surtout l’idée de présenter l’image d’une femme possiblement menteuse, violente (le GES se bat pour la reconnaissance des violences faites aux hommes), manipulatrice. Seulement, se lamentent-ils, cette remise en question-là, personne ne veut en entendre parler : c’est deux poids deux mesures. “Les femmes mentent et disent qu’elles prennent une contraception alors qu’elles ont arrêté”, dit Patrick Guillot qui raconte ces hommes (“un à deux par mois”) qui l’appellent, désespérés d’avoir été trompés. “Ou alors elles s’inséminent elles-mêmes en endommageant les préservatifs pour créer un accident. Et tout ça peut se faire sans subir les foudres de la loi. Les femmes depuis 40 ans ont la possibilité de refuser une naissance. Du côté des hommes, il n’y en a aucune. Il y a bien une discrimination absolue.” C’est là que leur sympathie avec les féministes s’arrête : sa solution aux paternités imposées ? “On pourrait contraindre les femmes à informer les hommes avant la naissance, pour leur permettre d’être déchargés de toute responsabilité, afin qu’ils ne soient pas contraints de prendre en charge l’enfant.” On n’ose imaginer les conséquences d’une telle loi. Faut-il s’en inquiéter ? “Ils peuvent être dangereux parce qu’ils sont capables de mobiliser une part des

hommes qui sont déstabilisés dans leur identité, juge André Rauch. Et il y en a. Ils ne sont pas vindicatifs, mais ils peuvent être perméables au discours.“

Le monde à l'envers ?

Alors que les études de genre, nées des “women studies“ des années 70 pour donner une place au féminin, exclu du champ académique, infusent l’opinion, on voit déjà apparaître des groupes de “male studies“. Sur **les campus américains**, où l’on ne plaisante pas avec la prévention des agressions sexuelles, le masculinisme fleurit sur le “ras-le-bol d’être perçus comme des violeurs en puissance“. Miles Groth est professeur au Wagner College, dans l’Etat de New York, et il est inquiet pour les étudiants. Il a créé un “men center“ (tous les campus ont des “women centers“) et organise des retraites pour ses élèves, où ils abordent des thèmes comme “devenir un homme dans l’Amérique du xxie siècle, la paternité, la perception des jeunes hommes par les filles du campus, déclare-t-il. Je veux que les garçons se sentent les bienvenus sur le campus, poursuit-il. Le déclin du nombre d’étudiants est très préoccupant. Les garçons se sentent marginalisés dans beaucoup de domaines – sport mis à part.“ C’est un secret de Polichinelle que les administrations des universités américaines pratiquent en douce une **discrimination positive** pour favoriser l’admission des garçons, afin que soit maintenu un équilibre entre les sexes. Moins de 20 ans après que la dernière université américaine ne s’ouvre aux filles. Un traitement de faveur pour les garçons en péril. L’histoire s’accélère.

Valentine Faure

Contenus sponsorisés



GALA.FR

VIDEO – la petite blague d’Emmanuel Macron sur l’éviction de David Pujadas



JEEP COMPASS

Jeep Compass : découvrez le nouveau SUV compact et familial



MA MAISON MÉRIL...

Rentrée scolaire : du cuivre à l’école contre les infections



LIDL

Dès le lundi 13.11, en exclusivité chez Lidl

Mag ABONNEMENT



En version papier ou numérique, à partir de 0,80€/mois

S’ABONNER

NOS AUTRES SITES

@Condé Nast International

Fréquentation certifiée par l'ACPM OJD